

FORUM DES AS

MEDIAF Web Site : www.forumdesas.cd Email : forumdesas2001@gmail.com

Véron Mosengo:
25 millions USD
pour booster la Fecofa
P.11



11^{ème} RUE LIMETE/INDUSTRIEL N°15/C | N°7662 DU MARDI 12 MAI 2026 | PRIX : 3.000 FC

POUR AVOIR CRITIQUÉ LA RÉCENTE SORTIE MÉDIATIQUE DE FATSHI :



Augustin Kabuya clashe les opposants Fayulu, Sesanga, Nangaa...

Page 2

OCC : le DG ai Christelle Muabilu appelle les cadres et agents à maîtriser les procédures nationales de passation des marchés publics



Page 5



Mines : l'entreprise taiwanaise Smooth Fortune frappe à la porte de Louis Watum

P7

Kasai-Central : IGF révèle des anomalies financières dans l'exécution des projets d'infrastructures publics

P12

RETOMBÉES DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU CHEF DE L'ÉTAT

La Justice passe à l'offensive contre les «dérives» en ligne

P3

POUR AVOIR CRITiqué LA RÉCENTE SORTIE MÉDIATIQUE DE FATSHI

Augustin Kabuya clashe les opposants Martin Fayulu, Delly Sessanga, Corneille Nangaa...

Le ton est monté d'un cran hier 11 mai au siège de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), Augustin Kabuya, Secrétaire général du parti politique, a livré une offensive verbale contre plusieurs figures de l'opposition, entre autres Martin Fayulu, Delly Sessanga, Corneille Nangaa et Olivier Kamitatu.

Augustin Kabuya a choisi de remonter sur le ring, pour répondre aux critiques visant le pouvoir et, en particulier, les propos attribués au président Félix Tshisekedi lors de sa récente conférence de presse. Mais très vite, c'est vers ses adversaires politiques que Kabuya a dirigé l'essentiel de ses flèches.

FAYULU, "USER DU MENSONGE POUR SE REFAIRE UNE SANTÉ POLITIQUE"

La cible principale de cette sortie reste Martin Fayulu. Le leader du parti Ecidé avait récemment affirmé avoir contribué à la relance de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) entre 2007 et 2010. Une déclaration que Kabuya a catégoriquement rejetée, la qualifiant de "mensongère" et de "manque de respect".

Dans un long



Augustin Kabuya en a ras-le-bol des critiques des opposants à l'endroit du chef de l'Etat, le SG passe à l'offensive.
PHOTO DROITS TIERS

développement, il a revisité cette période pour démontrer, selon lui, que le parti était déjà structuré et actif bien avant toute implication de Fayulu. Il a notamment évoqué le rôle de l'équipe dirigée par Alexis Mutanda, rappelant l'existence d'une stratégie de communication et de mobilisation de terrain à travers les provinces.

"Un parti qui n'existait pas, comment pouvait-il organiser des activités hebdomadaires?", a-t-il interrogé, rejetant toute tentative de réécriture de l'histoire de l'UDPS. Il est allé plus loin en minimisant le poids politique de Fayulu à l'époque, le présentant comme un acteur "mineur"

venu chercher de la visibilité à Limete.

Pour Kabuya, l'opposant n'aurait réellement émergé qu'avec la coalition Lamuka en 2018, et son discours actuel relèverait davantage d'une stratégie de repositionnement politique que d'un récit fidèle des faits. "Il veut utiliser le mensonge pour se faire une santé politique", a-t-il insisté, allant jusqu'à douter de sa capacité actuelle à mobiliser la population.

DELLY SESSANGA, "FRUSTRÉ POLITIQUE" ?

Dans la foulée, Kabuya s'est aussi attaqué à Delly Sessanga, dont il a vivement critiqué les prises de position.

Le ton s'est voulu personnel, le secrétaire général de l'UDPS évoquant des ambitions politiques déçues pour expliquer les critiques de l'opposant.

"Il se voyait être nommé vice-premier ministre. N'ayant pas obtenu ce poste, il a commencé à raconter sa vie", a-t-il lancé, qualifiant Sessanga de "frustré". Selon lui, ses interventions publiques ne seraient pas guidées par l'intérêt national, mais par des considérations personnelles.

Kabuya a même insinué que l'opposant "roule au détriment du pays", tout en laissant planer la menace de révélations ultérieures. Une déclaration lourde de sous-entendus, qui illustre la radicalisation du discours politique entre les camps.

NANGAA ACCUSÉ DE DÉRIVE TRIBALISTE

Autre cible de cette offensive : Corneille Nangaa. Le secrétaire général de l'UDPS a réagi à ses propos sur l'exploitation minière en RDC, dénonçant ce qu'il considère comme une tentative de manipulation du débat public.

Kabuya a particulièrement rejeté les accusations de tribalisme visant le président Félix Tshisekedi. Selon lui, ces déclarations participent

d'une stratégie visant à fragiliser la légitimité du pouvoir en place.

En réponse, il a mis en avant le bilan du chef de l'Etat en matière d'équilibre national, soulignant la présence de personnalités issues de différentes régions du pays à des postes stratégiques. Pour Kabuya, cette diversité constitue la preuve d'une gouvernance inclusive, à l'opposé des accusations portées par Nangaa.

Il a également laissé entendre que même au sein de l'entourage de ce dernier, certaines voix s'élèveraient contre ce type de discours, qu'il juge dangereux pour la cohésion nationale.

KAMITATU DANS LE VISEUR

Enfin, Olivier Kamitatu n'a pas été épargné. Sans entrer dans des détails précis, Kabuya a dénoncé une certaine inconstance politique, accusant certains leaders d'avoir abandonné leurs convictions pour servir d'autres intérêts.

Il a fustigé des comportements qu'il qualifie d'opportunistes, évoquant des responsables devenus des "porteurs de mallette" au service d'autres figures politiques.

Christian-Timothée MAMPUYA

Kongo-Central: la Cour des comptes poursuit Grâce Bilolo et son ministre des Finances

La tension ne faiblit pas au Kongo Central. La Cour des comptes a officiellement ouvert une procédure de poursuite contre le gouverneur du Kongo Central, Grâce Bilolo et le ministre provincial des Finances, Luyeye Ndokolo, pour des faits présumés de "gestion de fonds".

Selon les correspondances datées du 7 mai 2026 et signées par le Procureur général près la Cour des comptes, les deux responsables sont convoqués devant la

Chambre des comptes déconcentrée de Kinshasa.

Ils pourront se faire assister par un conseil de leur choix durant l'instruction.

Cette affaire intervient dans un contexte déjà tendu autour de la gestion financière de la province, alors que le chef de l'Exécutif provincial est sous un réquisitoire du Procureur général près la Cour de cassation.

Depuis janvier dernier, la justice congolaise avait sollicité l'autorisation de poursuites contre Grâce Bilolo pour des soupçons de



Le Gouverneur du Kongo Central, Grâce Bilolo.
PHOTO DROITS TIERS

détournement de fonds publics révélés notamment par une enquête de l'IGF sur les recettes pétrolières et les péages du Kongo Central.

Alors que l'Assemblée provinciale a mis en place une commission spéciale afin d'examiner le réquisitoire du Procureur général de la Cour de cassation visant l'exécutif provincial avant toute décision sur l'autorisation des poursuites judiciaires, la Cour des comptes s'ajoute dans le lot des juridictions à contester la gestion de Grâce Bilolo.

César IPOKA

INVESTITURE DE MUSEVENI

Tshisekedi à Kampala pour consolider l'axe stratégique RDC-Ouganda

Le Président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, est arrivé hier lundi 11 mai en Ouganda par l'aéroport international d'Entebbe, pour prendre part à l'investiture de son homologue ougandais réélu il y a quelques mois.

À sa descente d'avion, le Chef de l'État congolais a été accueilli par les membres de sa délégation ministérielle ainsi que par plusieurs autorités ougandaises mobilisées pour cette cérémonie de haut niveau.

Félix Tshisekedi répond à l'invitation personnelle de son homologue, Yoweri Museveni, qui prête serment ce mardi 12 mai à Kampala pour un nouveau mandat présidentiel de cinq ans à la tête de l'Ouganda.

La présence du Président congolais à cette investiture témoigne du raffermissement des liens



diplomatiques, politiques et sécuritaires entre les deux pays voisins.

Ces dernières années, la République démocratique du Congo et l'Ouganda ont renforcé leur coopération dans plusieurs domaines stratégiques, notamment la sécurité régionale, la lutte contre les groupes armés actifs dans l'Est de la RDC, les infrastructures routières ainsi que

les échanges commerciaux transfrontaliers.

UN TÊTE À TÊTE PRÉVU POUR ÉVALUER L'ÉTAT DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

En marge de la cérémonie officielle, les deux Chefs d'État tiendront un tête-à-tête au sommet afin d'évaluer l'état de la coopération bilatérale et d'examiner les

perspectives de partenariat entre Kinshasa et Kampala.

Selon des sources diplomatiques, cette rencontre devrait déboucher sur la signature d'un communiqué conjoint sanctionnant les conclusions des travaux de la Commission permanente mixte RDC-Ouganda, clôturés le dimanche 10 mai à Kampala. Ces assises ont réuni plusieurs responsables politiques, diplomatiques et techniques des deux États autour des questions liées à la sécurité, à l'économie, aux infrastructures et à l'intégration régionale.

La visite de Félix Tshisekedi en Ouganda intervient dans un contexte régional particulièrement sensible, où les enjeux sécuritaires dans la région des Grands Lacs imposent une coopération renforcée entre les États voisins afin de préserver la stabilité, la paix et promouvoir le développement économique régional.

César IPOKA

Le Président de la République est arrivé à Kampala pour renforcer le partenariat bilatéral multi-sectoriel avec l'Ouganda

A l'invitation de son homologue ougandais Yoweri Museveni, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est arrivé ce lundi 11 mai à Kampala, dans le cadre du renforcement des relations de partenariat multisectoriel entre la République Démocratique du Congo et la République de l'Ouganda.

Les deux chefs d'Etat ont eu une rencontre en tête-à-tête au State House d'Entebbe avant de présider la cérémonie de signature de six protocoles d'accord, à

savoir :

- Accord relatif à l'utilisation interétatique des installations et ressources de recherche et de sauvetage (SAR) en temps de paix;

- Mémoire d'Entente sur l'établissement d'un cadre bilatéral visant à renforcer le commerce;

- Mémoire d'Entente sur la coopération en matière d'administration publique;

- Mémoire d'Entente sur les technologies de l'information et de la communication;

- Mémoire d'Entente entre l'Autorité des zones

franches et de promotion des exportations de l'Ouganda et l'Agence Nationale de Promotion des Exportations pour le développement, la coordination et la promotion du commerce (Anapex);

- Mémoire d'Entente sur la coopération dans le développement du tourisme.

Ces six protocoles d'accords ont été préparés lors des travaux de la 9ème session de la Commission Permanente mixte entre les deux pays auxquels ont pris part 15 membres du gouvernement, de part et d'autre.

Ce nouveau partenariat vise à consolider l'intégration économique entre les deux États et à construire un espace de prospérité mutuelle, dans le respect strict de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun. Il constitue également un levier stratégique en réponse aux aspirations de deux peuples dont le destin est lié par l'histoire, la géographie et la culture.

Avec la signature de ces accords commerciaux, les deux États envisagent de doubler les volumes de leurs

échanges économiques, actuellement évalué à 800 millions de dollars américains.

Par ailleurs, au cours de son séjour à Kampala, le Chef de l'État prendra part à la cérémonie d'investiture de son homologue Yoweri Kaguta Museveni prévue ce mardi 12 mai à Kololo Ceremonial Grounds, situé au centre-ville de la capitale ougandaise. Cette investiture marque le début d'un nouveau mandat quinquennal (2026 - 2031), à l'issue du dernier scrutin présidentiel tenu en janvier dernier.

Cellcom présidence.cd

RETOMBÉES DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU CHEF DE L'ÉTAT

La Justice passe à l'offensive contre les « dérives » en ligne

Le Gouvernement durcit le ton face à la montée des discours jugés injurieux et diffamatoires visant le Président de la République, Félix Tshisekedi sur les réseaux sociaux à la suite de sa récente conférence de presse du 6 mai.

Hier lundi 11 mai, le ministre d'État en charge de la Justice et Garde des Sceaux,

Guillaume Ngefa, a ordonné l'ouverture de poursuites judiciaires contre les auteurs de publications considérées comme offensantes à l'endroit du chef de l'État.

Dans un communiqué officiel, le ministère de la Justice indique avoir instruit les autorités judiciaires compétentes d'identifier, localiser et poursuivre les auteurs de ces contenus, y

compris ceux opérant depuis l'étranger, soulignant que « nul n'est au-dessus de la loi », quel que soit son lieu de résidence.

MISE EN GARDE CONTRE TOUTE TENTATIVE D'INCITATION À LA HAINE

Cette décision intervient dans un contexte de forte polarisation du débat public en RDC, où les réseaux sociaux deviennent de plus en plus le

théâtre d'affrontements politiques et idéologiques.

Le ministère met également en garde contre toute tentative d'incitation à la haine, à la violence ou de manipulation de l'opinion publique par l'instrumentalisation de figures publiques.

Selon le communiqué, de tels actes constituent des infractions passibles de

poursuites conformément aux lois en vigueur.

Ce signal fort lancé par la Justice congolaise traduit la volonté des autorités de restaurer l'ordre dans l'espace numérique, tout en relançant le débat sur la frontière entre liberté d'expression et responsabilité citoyenne à l'ère du numérique.

César IPOKA

Réforme du Conseil de sécurité : la RDC porte la voix de l'Afrique à Nairobi

En marge du Africa Forward Summit, organisé hier lundi 11 mai à Nairobi, la ministre d'État en charge des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo, Thérèse Kayikwamba Wagner, a pris part à une réunion ministérielle consacrée à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Placée sous le thème « Conseil de sécurité : réforme et recours au veto », cette rencontre de haut niveau a réuni plusieurs responsables politiques et diplomatiques autour des enjeux liés à la gouvernance mondiale et à la représentativité des États au sein des instances internationales de décision.

À travers cette participation, la RDC entend réaffirmer son engagement en faveur d'une réforme du système multilatéral, dans un



contexte marqué par des crises sécuritaires et géopolitiques de plus en plus complexes. Kinshasa plaide notamment pour une meilleure prise en compte des intérêts africains dans les mécanismes internationaux de maintien de la paix et de sécurité.

La présence de la cheffe

de la diplomatie congolaise à cette réunion traduit également la volonté des autorités congolaises de renforcer le rôle de l'Afrique dans les débats stratégiques mondiaux, en portant une voix commune sur les questions de justice internationale, de paix durable et d'équité institutionnelle.

Alors que les discussions sur la réforme du Conseil de sécurité restent au cœur des préoccupations diplomatiques internationales, la RDC cherche à se positionner comme un acteur engagé dans les dynamiques de transformation de la gouvernance mondiale.

Jérémie ASOKO

Sécurité frontalière : la RDC et la Centrafrique renforcent leur coopération militaire à Bangui

Réunis hier lundi 11 mai à Bangui, les ministres de la Défense de la RDC et de la RCA ont consolidé leur coopération militaire autour des enjeux liés à la sécurité des frontières, devenue une priorité stratégique face aux menaces transfrontalières.

Le Vice-Premier ministre congolais en charge de la Défense nationale et des Anciens combattants, Guy Kabombo Muadiamvita, a été reçu par son homologue centrafricain, Rameaux Claude Bireau, au ministère centrafricain de la Défense.

Après un entretien en huis clos entre les deux responsables, les délégations ont rejoint la Cité des Chefs d'État pour la cérémonie de clôture des travaux ayant réuni experts militaires congolais et centrafricains durant quarante-huit heures d'échanges intensifs.

Cette session bilatérale intervient un an et demi après la signature, à Kinshasa, de l'accord de coopération militaire entre les deux États. Les discussions ont permis d'évaluer la situation sécuritaire aux frontières communes et d'examiner les mécanismes destinés à renforcer la coordination militaire entre les deux pays.

BÂTIR UN PARTENARIAT SÉCURITAIRE DURABLE

Au-delà des considérations techniques, ces assises traduisent la volonté politique des présidents Félix Tshisekedi et Faustin-Archange Touadéra de bâtir un partenariat sécuritaire durable fondé sur la confiance mutuelle, le bon voisinage et la solidarité africaine.

Dans son allocution, Guy Kabombo a insisté sur la portée stratégique de cet accord bilatéral. Selon lui, ce partenariat dépasse le simple cadre juridique et traduit une



vision commune entre deux nations voisines déterminées à unir leurs efforts face aux menaces sécuritaires, à défendre leur souveraineté et à préserver l'intégrité de leurs territoires respectifs.

Les conclusions des travaux ont été officialisées par la signature du document final par les deux ministres, scellant ainsi de nouveaux engagements en matière de

coopération militaire et de sécurité frontalière.

Dans une atmosphère empreinte de diplomatie et de fraternité, les délégations congolaise et centrafricaine ont également procédé à un échange symbolique de présents, geste illustrant la solidité des liens historiques et politiques entre les deux nations africaines.

Jérémie ASOKO

FORUM DES AS
Quotidien d'informations

15/C, 11^{ème} Rue
Limete/Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.cd
Id. Nat. M 59842 H
Editeur Responsable
BONGO BOVERY

Directeur de Publication
Didier KEBONGO
(+243 82 47 89 795)

Directeur de la Rédaction
Kléber KUNGU

Rédacteur en chef
Yves KALIKAT

Rédaction centrale
Didier KEBONGO
Yves KALIKAT
Kléber KUNGU
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Christian-Timothée MAMPUYA
Gloire BATOMENE
Jérémie ASOKO

Collaborateurs extérieurs
Muke MUKE
César IPOKA
Tricya MUSANSI

Kananga
Félix MULUMBA Kalemba
Ituri
Héritier TIMOLO
Nord-Kivu
Pascal NDUYIRI
Lubumbashi
Patient MBY

Service Administratif
et Financier
Sylvain MPONO

Publication assistée
par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster & Edition
électronique
David BABOMBWA
Distribution
Nico MBENGA
MASAMUNA

OCC : le DG ai Christelle Muabilu appelle les cadres et agents à maîtriser les procédures nationales de passation des marchés publics

Soucieuse de rendre les cadres et agents de l'Office très efficaces dans leur travail, en renforçant les capacités des ressources humaines et de promouvoir une gouvernance administrative moderne, transparente et performante, le Directeur général ad interim de l'Office congolais de contrôle (OCC), Christelle Muabilu, a procédé, hier lundi 11 mai, à l'immeuble du Cinquantenaire, à l'ouverture de la session de formation approfondie sur les procédures nationales de passation des marchés publics.

C'est grâce à la collaboration avec l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP). Présents à cette cérémonie, le Directeur général de cette institution, les membres du cabinet de la Direction générale, des experts formateurs de l'ARMP ainsi que des cadres et agents de l'OCC. A l'issue de cette formation de 10 jours (du 11 au 21 mai 2026), des brevets seront remis aux cadres et agents de l'Office



Le DG a.i. de l'OCC, Christelle Muabilu.
PHOTO DROITS TIERS

qui se sont distingués.

En procédant au lancement officiel de la session, le DG ai de l'OCC, Christelle Muabilu, a salué cette initiative qui s'inscrit dans la dynamique de modernisation de l'action

publique, après avoir souhaité la bienvenue aux participants et aux experts formateurs de la session.

Par la suite, elle a rendu un vibrant hommage au président de la République, Félix Antoine Tshisekedi pour

sa vision axée sur l'efficacité institutionnelle, la transparence et la valorisation du capital humain. Le Directeur général ad interim a été également reconnaissant envers la Première ministre Judith Suminwa et le ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku pour leur accompagnement stratégique dans les réformes et la modernisation de l'administration publique.

APPEL A L'ASSIDUITE, A LA DISCIPLINE, A UNE PARTICIPATION ACTIVE

Aux participants, Mme Christelle Muabilu a rappelé que les procédures nationales de passation des marchés publics constituent un levier essentiel de la gestion moderne des institutions publiques. Ce qui exige une parfaite maîtrise de celles-ci afin de garantir une utilisation rationnelle des ressources publiques.

Pour tirer un maximum d'atouts de connaissances à acquérir de cette formation, elle a appelé les cadres et agents de l'Office à faire preuve d'assiduité, de discipline et d'une

participation active. Ce qui, par ricochet, va contribuer efficacement à l'amélioration de la gouvernance administrative et financière de l'OCC.

Auparavant, dans son mot de circonstance, le chef du Département de logistique et Secrétaire permanent a.i de la Cellule de gestion des projets et des marchés publics/OCC, a salué l'organisation de cette formation qu'il a qualifiée de stratégique pour l'Office. Il a souligné que cette initiative s'inscrit dans le processus de modernisation de la gestion administrative et financière de l'OCC, en mettant un accent particulier sur la transparence, l'efficacité et la bonne gouvernance dans la gestion des marchés publics.

REPONSE AUX MISSIONS ASSIGNEES AL'ARMP

Le Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics a, quant à lui, rappelé que cette session est une réponse aux missions assignées à l'ARMP, notamment celles liées à l'information, à la formation et à l'accompagnement des acteurs de la commande publique. Le DG de l'ARMP a indiqué que cette formation constitue une démarche stratégique visant à permettre aux cadres et agents de l'OCC de maîtriser avec efficacité les mécanismes modernes de passation des marchés publics dans un contexte marqué par l'évolution constante des procédures et des exigences réglementaires.

Il a insisté, par ailleurs, sur le rôle majeur des marchés publics dans la gestion des dépenses publiques, en soulignant que cette session permettra aux cadres et agents de mieux appréhender le cadre juridique et réglementaire de la commande publique ainsi que les différentes étapes du processus de passation des marchés, de la planification, à l'exécution, afin de garantir des acquisitions réalisées dans le respect des principes de légalité, d'efficacité et d'éthique.

Kléber KUNGU



MAUVAISE GOUVERNANCE, INGÉRENCES POLITIENNES...

Des canards boiteux infestent les entreprises publiques en RDC

Le récent rapport de la Banque mondiale sur les entreprises du portefeuille de l'État vient une fois de plus mettre à nu le mal qui ronge, depuis des lustres, les entreprises publiques congolaises. L'on pourrait dire, au vu de ce constat amer, qu'il n'y a rien de neuf sous le soleil, car le mal ne date pas d'aujourd'hui. Il y a des années, un Premier Commissaire d'État (Premier ministre) n'avait pas porté les gants pour décrier la gouvernance des entreprises du portefeuille de l'État. Il les avait qualifiées de canards boiteux. Cependant, et c'était la cause de son indignation, au moment où ces sociétés étaient menacées de faillite, leurs dirigeants roulaient carrosse, à bord des cylindres dernier cri.

Plusieurs années après, la situation ne fait qu'empirer. De nombreuses causes justifient cette situation déplorable. Il y a, en tête, la mauvaise gouvernance due à l'incompétence des dirigeants placés au sommet de ces structures qui, bien gérées, auraient dû servir de levier de l'économie congolaise.

L'incompétence dont font preuve ces personnes à la tête des sociétés étatiques

est due au manque d'objectivité dans leur choix. C'est ici qu'il faut stigmatiser le népotisme et surtout le clientélisme politique.

Nous nous souviendrons qu'à l'époque du tristement célèbre schéma 1+4, les politiciens s'étaient arrogé les prérogatives de se partager les entreprises au mépris de toute règle de gestion. Bombardés à la tête des entreprises, ces dirigeants

devalaient, en tout premier lieu, rendre compte à leurs mentors et non à l'État propriétaire.

EFFECTIFS PLÉTHORIQUES ET CONSEILS D'ADMINISTRATION INEFFICACES

L'autre mal qui ronge profondément les entreprises publiques concerne la pléthore des effectifs. Les recrutements sont opérés sur base des relations familiales, même si les besoins en personnel ne se font pas sentir. En conséquence, il s'ensuit un chômage déguisé et les charges sociales sont de loin plus élevées que celles d'investissements.

En plus, les conseils d'administration ne jouent plus leur rôle premier d'orientation. Ils sont devenus des organes de gestion parallèles où les

administrateurs et les agents sont rémunérés mensuellement. Tous ces désordres ont des fâcheuses répercussions sur le fonctionnement de ces structures. Pour la desserte en électricité, l'entreprise publique habilitée a du mal à réhabiliter son réseau, vieux de plusieurs années, malgré les recettes récoltées auprès de millions d'abonnés.

Dans le passé, nous n'avons pas connu ce que nous appelons aujourd'hui délestage. À cela, s'ajoutent les interruptions intempestives de l'énergie électrique avec des conséquences incommensurables sur les appareils électroménagers des abonnés.

Dans la fourniture d'eau, le spectacle est pratiquement le même. Il est pratiquement impossible d'être desservi en

eau potable de manière ininterrompue. Partout, l'on constate des fuites d'eau dans les tuyaux sans intervention urgente pour remédier à la situation.

Mais aussi curieux que cela puisse paraître, ces deux entreprises sont toujours prêtes à déposer leurs factures auprès de leurs clients en dépit de la mauvaise qualité des services qu'elles leur rendent.

Pour sauver son portefeuille, l'État propriétaire doit mettre fin à son "infanticide" et prendre des mesures idoines pour les faire sortir de leur état comateux. À défaut, dans quelques années ces entreprises vont mettre la clé sous paillason et l'économie congolaise ne s'en sortira pratiquement pas.

Muke MUKE

Kasaï Central : l'Inspection générale de la Santé épingle des fonds de vaccination non justifiés depuis 2022

Le Président de l'Assemblée provinciale du Kasaï Central, Guy Sabangu Kashala, a reçu, hier lundi 11 mai, dans son bureau, l'inspecteur médico-technique de l'Inspection Générale de la Santé, Christophe Lumumba Kasongo, en mission d'audit dans la province du Kasaï Central.

En provenance de Kinshasa, l'émissaire de l'Inspection générale de la Santé a expliqué que cette mission vise à évaluer la gestion des financements et des véhicules affectés aux programmes de vaccination soutenus par les partenaires internationaux, notamment Gavi et la Banque mondiale.

Selon Christophe

Lumumba Kasongo, les premières vérifications menées depuis une semaine révèlent que plusieurs financements alloués aux structures sanitaires du Kasaï Central depuis 2022 ne disposent pas de pièces justificatives.

L'audit concerne notamment les responsables de la Division provinciale de la santé, les gestionnaires des ressources humaines, les médecins chefs des zones de santé ainsi que les infirmiers titulaires impliqués dans la gestion des fonds destinés aux activités de vaccination.

L'inspecteur médico-technique a également dénoncé l'utilisation inappropriée de certains véhicules affectés au



programme de vaccination. Il a cité trois véhicules qui auraient été réquisitionnés par le gouvernement provincial ainsi qu'une ambulance offerte par la Banque mondiale.

De son côté, le président de l'Assemblée provinciale a réaffirmé la volonté de l'organe délibérant d'accompagner les démarches visant à renforcer la transparence dans la gestion des ressources publiques. Cette mission d'audit intervient alors que les députés provinciaux ont déjà engagé plusieurs actions de contrôle parlementaire dans différents secteurs de la province.

Félix MULUMBA Kalemba

**L'ACTUALITE, C'EST SUR
WWW.FORUMDESAS.CD**

Mines : l'entreprise taïwanaise Smooth Fortune frappe à la porte de Louis Watum

Des capitaines d'entreprises se bousculent au portillon des mines rd congolaises. Samedi 9 mai 2026, Me Yves Buteke, représentant mandaté de Smooth Fortune, une société taïwanaise disposant de bureaux en RDC, a conduit une délégation d'investisseurs de ladite entreprise à Kinshasa. Objectif : renforcer des relations de coopération économique et explorer des opportunités d'investissements dans plusieurs secteurs stratégiques du pays.

Dans la capitale Rd congolaise, le représentant mandaté de la société Smooth Fortune et les investisseurs venus tâter le terrain congolais ont rencontré samedi le ministre des Mines, Louis Watum Kabamba.



Yves Buteke, représentant de la société SMOOTH FORTUNE et le Ministre des Mines de la RDC, Louis Watum Kabamba.
PHOTO DROITS TIERS

La délégation a échangé sur les opportunités d'investissements dans le secteur minier congolais, notamment les procédures administratives, les règles fiscales et les conditions d'exploitation dans le domaine extractif.

En venant à Kinshasa, Smooth Fortune cherche à renforcer la coopération économique entre la

République démocratique du Congo et des partenaires taïwanais. Durant son séjour, le représentant de l'entreprise a rencontré plusieurs acteurs afin d'explorer différents secteurs stratégiques du développement national.

L'INTÉRÊT DES INVESTISSEURS

Les investisseurs ont manifesté un intérêt particulier

pour l'exploitation et la commercialisation des minerais stratégiques tels que le cuivre, le cobalt et le lithium, des ressources essentielles à la transition énergétique mondiale.

Le représentant de Smooth Fortune, Yves Buteke, a affiché la volonté de développer des partenariats durables avec les autorités congolaises et les opérateurs économiques locaux. Selon lui, ces investissements pourraient favoriser la création d'emplois et générer davantage de valeur ajoutée en RDC.

EXONÉRATIONS

Au terme des échanges, les participants ont salué un climat constructif, susceptible d'ouvrir la voie à de futures collaborations entre Smooth Fortune et les institutions congolaises. Les responsables du ministère ont

notamment insisté sur l'importance du strict respect du Code minier congolais, des réglementations environnementales ainsi que des exigences fiscales en vigueur dans le pays.

Il a toutefois été précisé que la société Smooth Fortune bénéficie d'un régime d'exonération applicable à certaines opérations d'exportation, conformément aux avantages accordés dans le cadre de ses activités et partenariats reconnus par les autorités compétentes.

La rencontre s'est déroulée dans un climat jugé constructif, ouvrant la voie à d'éventuelles collaborations futures entre la société Smooth Fortune et les institutions de la République démocratique du Congo dans plusieurs domaines stratégiques de développement.

FDA

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'Allemagne devient 1^{er} donateur mondial après les États-Unis en 2025

L'Allemagne est devenue, en 2025, le premier donateur mondial d'aide publique au développement (APD) en volume, devant les États-Unis, à la suite du retrait massif de Washington de plusieurs programmes internationaux.

Pour la première fois dans les statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les États-Unis perdent leur position de premier donateur mondial en volume absolu, en raison notamment des coupes budgétaires décidées sous l'administration Trump et de la restructuration de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), rapporte German News Service.

Toujours selon des chiffres provisoires de cet organisme, Berlin a alloué environ 26 milliards d'euros à l'aide

internationale en 2025, soit une baisse d'environ 5 milliards d'euros par rapport à 2024. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des dépenses liées à l'accueil des réfugiés sur le territoire allemand. Comptabilisés dans l'APD selon les règles de l'OCDE, ces coûts ont représenté 17 pour cent de l'aide totale en 2025, en recul à 4,3 milliards d'euros contre 5,8 milliards en 2024.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, LA FAIM, L'ACTION CLIMATIQUE...

En proportion du revenu national brut (RNB), l'Allemagne a consacré 0,56% à l'APD, manquant pour la deuxième année consécutive l'objectif de 0,7% fixé par les Nations unies. Hors dépenses domestiques liées à l'accueil des réfugiés, cet effort tombe à 0,46%. Sur les 26 milliards d'euros d'APD, environ 39% proviennent du ministère



fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), principalement pour la lutte contre la pauvreté, la faim, la stabilisation des pays partenaires et l'action climatique.

Le ministère des Affaires étrangères représente environ 9 pour cent, essentiellement pour l'aide humanitaire, tandis que le ministère de l'Économie

contribue à hauteur de 2,3 pour cent et d'autres ministères à 3,4 pour cent. Environ 15 pour cent des fonds transitent par les mécanismes de l'Union européenne.

Les Länder (États fédérés allemands) ont également contribué à hauteur de 2,2 milliards d'euros, soit 8,5% du total, notamment au titre des coûts liés aux étudiants issus de pays en

développement inscrits dans les universités allemandes. "L'Allemagne reste un partenaire fiable dans le monde. Malgré des économies douloureuses, nous assumons notre responsabilité internationale", a déclaré la ministre de la Coopération économique et du Développement, Reem Alabali-Radovan.

Dans un contexte international tendu, marqué notamment par les effets de la guerre en Iran sur les équilibres régionaux, la ministre a souligné que la stabilité du Proche-Orient et des régions voisines constitue un enjeu de sécurité nationale pour une économie allemande fortement interconnectée. Elle a précisé que les investissements allemands se concentrent en priorité sur l'éducation, les infrastructures et les services de base afin de contribuer à la stabilisation des régions proches de l'Europe.

Fyfy Solange TANGAMU

Ituri : au moins neuf civils tués dans une nouvelle attaque attribuée aux ADF

Une nouvelle attaque meurtrière attribuée aux rebelles ADF a endeuillé la localité de Makumo, située sur la RN44 en territoire de Mambasa, dans la province de l'Ituri. Le bilan provisoire fait état de neuf civils tués, plusieurs blessés, des personnes prises en otage ainsi que d'importants dégâts matériels, selon des sources locales concordantes.

D'après plusieurs témoignages recueillis sur place, les assaillants ont fait irruption le dimanche 10 mai aux environs de 18h30, en provenance de l'Est, empruntant le chemin menant vers la rivière Ntabu, au quartier Brazza. Après avoir semé la terreur, ils se seraient ensuite dirigés vers l'Ouest, laissant derrière eux



une population traumatisée et des habitations incendiées.

Sur le terrain, les stigmates de cette incursion restent visibles : des maisons

réduites en cendres, des commerces pillés et des familles plongées dans le désarroi. Un rescapé, ayant échappé de justesse à

l'assaut, a relaté la brutalité de l'incursion, marquée par des tirs nourris et une panique généralisée parmi les habitants.

L'INACTION DES AUTORITÉS LOCALES DÉPLORÉE

Le défenseur des droits humains, Grâce Kakine, confirme un bilan provisoire de neuf morts et déplore l'inaction des autorités locales face aux alertes sécuritaires lancées auparavant par la population. Il appelle les autorités à renforcer la protection des civils dans cette zone régulièrement ciblée par les groupes armés.

Des sources locales indiquent également que dans la nuit, les assaillants ont poursuivi leur progression vers le quartier Beni, où au moins trois civils auraient été blessés par balles. Cette

nouvelle incursion a provoqué une paralysie des activités socio-économiques dans plusieurs quartiers de Makumo dès le lendemain.

Cette insécurité persistante a entraîné un mouvement de déplacement massif de la population. Des habitants ont fui précipitamment, certains à moto, d'autres à pied, faute de moyens, cherchant refuge dans des zones supposées plus sûres.

Cette attaque intervient quelques jours seulement après celle de Biakato, au cours de laquelle plus de vingt civils avaient été tués, plusieurs autres blessés ou portés disparus. Une répétition tragique des violences qui ravivent les inquiétudes sur la sécurité des populations dans cette partie de l'Ituri.

Pascal NDUYIRI

Mambasa : l'insécurité force la délocalisation des écoles

Plusieurs écoles primaires et secondaires de la sous-division de Mambasa 2, en territoire de Mambasa, ont été délocalisées à la suite de l'insécurité persistante attribuée aux rebelles Allied Democratic Forces (ADF).

Cette situation affecte gravement le fonctionnement normal du système éducatif dans cette partie de la

province de l'Ituri.

Selon les autorités éducatives locales, plusieurs établissements situés sur les axes Makeke-Lukaya, Katanga-Sambango-Ngaka jusqu'à Biakato-centre ont été abandonnés. Certains bâtiments scolaires, laissés sans entretien, sont aujourd'hui envahis par une végétation dense, illustrant l'ampleur de la paralysie du

secteur éducatif dans la zone.

S'exprimant le week-end à Biakato, Michel Nesapongo Ipunio a souligné que ces fermetures répétées fragilisent considérablement la stabilité des effectifs scolaires. Il a insisté sur la nécessité d'un retour durable de la paix, afin de garantir une éducation continue et sécurisée aux enfants affectés par cette crise.

Par ailleurs, une mesure d'allègement a été annoncée pour les parents d'élèves finalistes. Les frais de participation à l'Examen d'État, déjà perçus, seront remboursés après la prise en charge complète de ces coûts par un député de la région, venu en appui aux familles touchées par cette situation difficile.

Malgré les attaques

enregistrées au cours de l'année scolaire, les autorités éducatives signalent néanmoins une hausse des effectifs dans certaines écoles encore opérationnelles. Une résilience qui témoigne de la volonté des communautés locales de poursuivre l'éducation des enfants, en dépit d'un contexte sécuritaire préoccupant.

Pascal NDUYIRI

Butembo : le Parlement d'enfants hausse le ton contre l'exploitation économique des mineurs

Le Parlement d'enfants Butembo-Lubero a intensifié ses actions de lutte contre l'exploitation économique des enfants dans la ville de Butembo. Cette structure juvénile s'inquiète de la présence croissante des mineurs dans des activités génératrices de revenus, souvent au détriment de leur éducation et de leur bien-être.

Lors d'une séance de sensibilisation organisée hier lundi 11 mai au bureau de la Police de circulation routière (PCR), les représentants du

Parlement d'enfants ont interpellé les forces de l'ordre sur leur rôle dans la protection des droits de l'enfant, en particulier dans les espaces publics.

Ils ont appelé la PCR à prendre des mesures concrètes pour interpellier les personnes impliquées dans le travail des enfants, notamment sur la voie publique où plusieurs mineurs sont exposés à divers risques.

Le Parlement d'enfants a également insisté sur la nécessité de mettre fin à



l'utilisation des mineurs comme chauffeurs ou percepteurs d'argent dans les motos-taxis et les tricycles, communément appelés « Bajaj », une pratique jugée dangereuse et illégale.

Par ce plaidoyer, cette organisation entend promouvoir une protection effective des enfants et invite les autorités ainsi que la communauté à s'engager davantage pour garantir le respect des droits fondamentaux des plus jeunes.

Pascal NDUYIRI

Kasindi : la police renforce le contrôle des véhicules hors normes pour désengorger la cité frontalière

Le Commissaire provincial de la Police Nationale Congolaise au Nord-Kivu, Makambo Gimba Dieudonné, a effectué ce samedi 09 mai 2026 une mission d'inspection dans la cité frontalière de Kasindi afin de contrôler l'application de la mesure interdisant la circulation des véhicules transportant des conteneurs hors normes.

Arrivé dans cette entité du secteur de Ruwenzori, en territoire de Beni, le chef de la police provinciale était accompagné des membres du gouvernement provincial ainsi que des responsables de la Direction provinciale de

la DGDA Nord-Kivu.

Cette descente sur le terrain s'inscrit dans le cadre des efforts visant à désengorger les entrepôts et la voie publique de Kasindi, longtemps saturés par des véhicules hors normes immobilisés depuis plusieurs semaines.

Au cours de cette opération, les équipes techniques ont procédé au mesurage des véhicules. Ceux ne répondant pas aux normes en vigueur ont été contraints de décharger leurs marchandises afin d'être réaménagés conformément à la réglementation.

Les autorités indiquent que cette situation d'engorgement perturbait non seulement la circulation,



mais aussi les activités économiques dans cette zone stratégique à la frontière.

Cette mission s'inscrit également dans la mise en œuvre de la décision prise par le gouverneur militaire du

Nord-Kivu, le général-major Évariste Kakule Somo, interdisant la circulation des véhicules longs transportant des conteneurs hors gabarit.

Le Commissaire provincial a rappelé aux usagers que les dimensions maximales autorisées pour un véhicule ou un ensemble routier sont fixées à 18 mètres de longueur, 2,5 mètres de largeur et 4 mètres de hauteur, chargement compris.

Il a enfin appelé au strict respect de cette mesure, soulignant qu'elle vise à préserver les infrastructures routières et à garantir une meilleure organisation du trafic dans cette importante cité frontalière.

Pascal NDUYIRI

Lubero-centre : plus de 8.000 dollars emportés en un week-end lors d'un cambriolage

Une vague de cambriolages inquiète la population de Lubero-centre, chef-lieu du territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Selon la société civile locale, plusieurs cas de vols ont été enregistrés depuis le début du week-end, causant d'importantes pertes matérielles et financières aux habitants.

Parmi les incidents les plus marquants figure celui survenu dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 mai

2026, au quartier Lubero. Des individus non identifiés ont perforé le mur d'une chambre froide destinée à la conservation de poissons, avant d'emporter une somme estimée à 8.000 dollars américains.

Outre ce montant considérable, la société civile fait état d'un total de près de 150.000 francs congolais, d'une moto ainsi que de plusieurs biens de valeur volés dans différents coins de la cité. Ces actes criminels en

série renforcent le climat d'insécurité déjà préoccupant dans la zone.

Face à cette situation, le président de la société civile de Lubero, Jackson Vahalwire, tire la sonnette d'alarme et appelle les autorités à renforcer urgemment les dispositifs sécuritaires pour protéger la population et leurs biens.

LA POPULATION INVITÉE À LA VIGILANCE

De son côté, le

bourgmestre intérimaire de Lubero reconnaît la gravité de la situation et se dit préoccupé par la recrudescence des cambriolages dans sa juridiction. Il rassure que des enquêtes sont en cours afin d'identifier et de traduire en justice les auteurs de ces actes.

L'autorité locale invite également la population à faire preuve de vigilance et à collaborer étroitement avec les services de

sécurité en signalant tout mouvement suspect susceptible de prévenir d'autres incidents.

En attendant des mesures concrètes, les habitants de Lubero-centre vivent dans la peur de nouvelles incursions nocturnes, appelant à une réaction rapide et efficace des autorités pour restaurer la sécurité dans cette partie du territoire.

Pascal NDUYIRI, au Nord-Kivu

Kananga : une pluie meurtrière fait une victime au quartier Kuinjidi

Un drame est survenu dans la ville de Kananga à la suite d'une pluie diluvienne enregistrée d'une nuit du dimanche 10 au lundi 11 mai 2026. Une adolescente a perdu la vie après l'écroulement d'un mur de clôture dans le quartier Malandji, au niveau de la localité de Kuinjidi.

D'après les premières informations recueillies sur place, la clôture, fragilisée par les fortes intempéries, s'est effondrée sur une habitation voisine pendant que les occupants s'y trouvaient. La victime, une jeune fille, n'a pas



survécu à ses blessures. Une autre personne touchée lors de l'incident a été grièvement blessée et nécessiterait des soins appropriés.

Depuis plusieurs semaines, Kananga fait face à une série de pluies abondantes qui provoquent régulièrement des dégâts matériels dans plusieurs communes de la ville. Des maisons fissurées, des érosions et des effondrements d'ouvrages sont signalés dans différents quartiers.

Ce nouvel accident relance les inquiétudes autour de la qualité des

constructions et du respect des normes urbanistiques dans le chef-lieu du Kasai-Central. Plusieurs habitants appellent les autorités compétentes à renforcer les mécanismes de contrôle afin de prévenir d'autres catastrophes similaires.

Face à la multiplication des incidents liés aux intempéries, des voix s'élèvent également pour réclamer des mesures urgentes de prévention et d'assistance en faveur des populations exposées aux risques.

Félix MULUMBA Kalembe

Kasaï-Central: les rivières Tshibashi et Ndesha compliquent le trafic entre Kananga et Demba sur la RN41

Les difficultés de circulation s'accroissent sur la Route nationale numéro 41, principal axe reliant Kananga au territoire de Demba, dans la province du Kasaï-Central. En cause : l'état préoccupant des points de traversée des rivières Tshibashi et Ndesha, devenu un véritable casse-tête pour les usagers, a-t-on constaté hier lundi 11 mai.

Depuis plusieurs jours, des habitants, commerçants et conducteurs dénoncent les conditions pénibles dans lesquelles s'effectue le passage au niveau de ces deux rivières. Une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux montre notamment des voyageurs confrontés à d'importantes difficultés pour franchir ces zones.

Sur cet axe routier fortement fréquenté par les

transporteurs de produits agricoles, les déplacements deviennent de plus en plus compliqués.

Les motocyclistes et conducteurs de véhicules peinent à assurer la liaison entre Kananga et Demba, tandis que certains usagers disent craindre pour leur sécurité et celle de leurs marchandises.

Interrogé sur cette situation, Michel Wembo, opérateur économique vivant à Demba, affirme que les habitants traversent actuellement une période particulièrement difficile.

RÔLE IMPORTANT DANS LE TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

Selon lui, plusieurs voyageurs sont contraints de déboursier des sommes importantes pour faire traverser leurs motos ou leurs biens.

«Aujourd'hui, circuler



entre Demba et Kananga est devenu très compliqué. Pour aider une moto à traverser, certains demandent jusqu'à 5.000 francs congolais», a-t-

il expliqué.

Face à cette dégradation des infrastructures, les acteurs économiques de la région appellent les autorités

provinciales et centrales à engager rapidement des travaux de réhabilitation afin de rétablir la fluidité sur cette route stratégique.

Les habitants estiment que l'état actuel des traversées affecte sérieusement les échanges commerciaux, notamment l'acheminement des produits agricoles vers les marchés de Kananga.

Considérée comme l'un des axes essentiels pour l'économie locale, la RN41 joue un rôle important dans le transport des personnes et des marchandises entre le territoire de Demba et le chef-lieu provincial.

La détérioration des points de passage sur les rivières Tshibashi et Ndesha vient ainsi accentuer les difficultés de mobilité déjà dénoncées depuis plusieurs mois dans cette partie du Kasaï-Central.

Félix MULUMBA KALEMBA

Kasaï-Central : Joseph-Moïse Kambulu dévoile la composition de son nouveau gouvernement

Le gouverneur du Kasaï-Central, Joseph Moïse Kambulu, a officialisé la composition de son deuxième exécutif provincial, baptisé «Gouvernement Kambulu II». Publiée le samedi 9 mai 2026, cette nouvelle équipe est appelée à conduire les actions du gouvernement provincial dans un contexte marqué par de nombreux défis socio-économiques.

La publication de cette composition intervient après plusieurs semaines d'attente au sein de l'opinion provinciale. À travers cette nouvelle mise en place, l'autorité provinciale entend relancer la dynamique de gouvernance et accélérer les réformes dans des secteurs jugés prioritaires, notamment les infrastructures, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'économie et l'emploi des jeunes.

Le nouvel exécutif provincial comprend dix



Le gouverneur du Kasaï-Central, Joseph Moïse Kambulu.
PHOTO DROITS TIERS

ministres appelés à gérer différents portefeuilles stratégiques. Kamay Kasonga hérite du ministère de l'Intérieur, des Affaires coutumières, de la Justice, des Droits humains ainsi que

des Relations avec l'Assemblée provinciale.

Mutela Mukendi Pierrot prend en charge le Plan, le Budget, la Fonction publique, la Communication et les Médias, tout en assumant les

fonctions de porte-parole du gouvernement provincial. Kenkenyi Mawanga Crispin est nommé ministre de Finances, de l'Économie, du Commerce, des PME et de l'Industrie.

Kabuayi Kabongo Toto dirigera le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Élevage, de l'Environnement et du Développement rural. Honoré Mutshipayi Balowe est désigné ministre de l'Éducation, de la Santé publique, de la Formation professionnelle, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale. Quant à Ntambue Ntambue Antoine, il prend les commandes du ministère des Mines et des Hydrocarbures.

Bampende Banakayi Marie se voit confier les Affaires sociales et les Actions humanitaires. Shikayi Shikayi Jacques dirigera le secteur des Infrastructures, des Travaux publics, des Affaires foncières, de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Tshiela Kalala Fiston est nommé ministre des Transports, des Voies de communication et du Désenclavement. Enfin, Jukayi Omfuanganayi Kalamba Honoré prend la tête du ministère de la Jeunesse, des Sports, de l'Entrepreneuriat et du Tourisme.

Avec cette nouvelle équipe, plusieurs ministères, qui étaient jusque-là gérés à titre intérimaire, disposent désormais de responsables officiellement investis. C'est notamment le cas des secteurs de l'Intérieur et de la Santé publique.

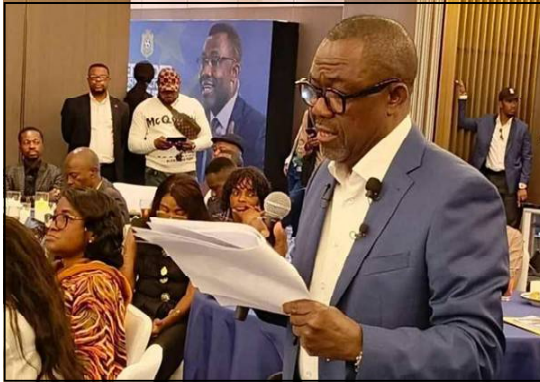
À travers le «Gouvernement Kambulu II», le gouverneur Joseph Moïse Kambulu affiche sa volonté d'insuffler une nouvelle impulsion dans la gestion de la province, afin de répondre aux attentes de la population du Kasaï-Central en matière de développement et d'amélioration des conditions de vie.

Félix MULUMBA Kalembo

ÉLECTIONS À LA FECOFA

Véron Mosengo promet d'investir 25 millions USD pour la restructuration du football congolais

Candidat à la présidence de la Fédération congolaise de football association (Fecofa), Véron Mosengo, a dévoilé, le lundi 11 mai, la charpente de son ambitieux programme baptisé «Fecofa 2030». Une somme colossale de 25 millions de dollars américains sera investie et l'Arbitrage par assistance vidéo (Var) sera de mise au niveau du Championnat national de la RDC pour la crédibilité et la qualité des compétitions.



Véron Mosengo, candidat à la Fecofa a dévoilé son projet pour sortir le football congolais du gouffre. PHOTO DROITS TIERS

À travers ce projet, l'ancien Secrétaire général de la Confédération africaine de football (Caf) affiche sa volonté de restructurer en profondeur le football congolais en misant sur la gouvernance, la formation, la modernisation des infrastructures et la stabilité des compétitions nationales.

«Mon comité et moi allons travailler sur ce dossier durant notre mandat si nous sommes élus. Nous chercherons un moyen d'installer la VAR dans nos

stades pour les matchs importants», a-t-il indiqué.

L'ancien patron de l'administration de la Caf assure que ce projet figure parmi les priorités de son mandat. Il ambitionne également d'introduire la VAR à la Linafoot Ligue 1 dès la saison prochaine pour certaines grandes affiches.

BOOSTER LE FOOT FÉMININ...

Sur les 25 millions de USD, une partie importante de cette enveloppe, soit 3

millions de dollars sur quatre ans, sera consacrée au football féminin afin de soutenir les clubs, les compétitions et la formation dans les 26 provinces du pays.

Le projet «Fecofa 2030» envisage également la professionnalisation des encadrateurs, le développement du football scolaire ainsi qu'une meilleure organisation des compétitions nationales. Selon lui, le football congolais souffre moins d'un

manque de talents que d'un déficit de structures solides et d'une gouvernance efficace.

LES VIEILLES GLOIRES À L'HONNEUR

Face aux critiques le présentant comme un candidat soutenu par la Fédération internationale de football association (Fifa), Véron Mosengo a balayé ces rumeurs d'un revers de la main. «Ceux qui m'attaquent ont peur de la gouvernance. C'est tout», a-t-il lancé, dénonçant ce qu'il qualifie de «fantasmes».

Véron Mosengo insiste également sur le fait que les règles électorales n'ont pas été modifiées en sa faveur. Il affirme que ni la Fifa ni la Caf n'ont intérêt à interférer dans les affaires internes de la Fecofa.

Dans sa vision, les anciennes gloires du football congolais auront aussi un rôle important à jouer dans la reconstruction du sport roi en RDC. Il cite notamment Shabani Nonda parmi les figures capables d'accompagner la nouvelle génération.

CHRONOGRAMME DU SCRUTIN

D'après le calendrier établi par la Commission électorale (CE), les dossiers devraient être examinés entre le 22 avril et le 1^{er} mai. Ensuite, une liste provisoire des candidats sera publiée, ouvrant une période de recours allant du 2 au 8 mai. La liste définitive sera rendue publique le 11 mai.

La campagne électorale est programmée du 12 au 19 mai, avant la tenue du scrutin le 20 mai. Ce vote permettra de désigner les nouveaux membres du Comité exécutif, appelés à diriger la fédération.

Le processus se conclura le 21 mai par la cérémonie de remise et reprise entre les nouveaux dirigeants et le Secrétariat général, assuré jusqu'à la fin de la transition par Lilyane Tshimpumpu.

Ces élections interviennent après la fin du mandat du Comité de normalisation (Conor), mis en place par la Fifa deux années après la démission de Constant Omari, empiété dans plusieurs problèmes liés à la gestion du football.

Gloire BATOMENE

Beni : les rastafaris appellent à la paix et à l'unité lors de leur journée internationale

La Journée internationale du rastafarisme a été commémorée d'hier lundi 11 mai 2026 à travers le monde. À Beni, membres et sympathisants de ce mouvement se sont réunis au stade Kibango, situé en commune de Bungulu, pour marquer cet événement à travers un message centré sur la paix et le vivre-ensemble.

Au cours de cette rencontre, plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer la cohésion sociale dans une région marquée par des défis sécuritaires persistants. Les participants ont ainsi exprimé leur volonté de contribuer à la construction d'un climat



Manifestation des rastamen au Sud-Kivu. PHOTO D'ILLUSTRATION DROITS TIERS

apaisé au sein de la communauté.

Abordé par la radio télévision Rwanzururu, Rasta Djaksi Nzaera a souligné que la restauration d'une paix durable passe par une

collaboration sincère entre les autorités et la population. Il a encouragé un dialogue permanent pour surmonter les tensions et promouvoir la stabilité.

L'occasion a également

permis de revenir sur les préjugés souvent associés aux rastafaris. Selon les intervenants, certaines perceptions liant ce mouvement à la délinquance ou à la consommation de chanvre sont erronées et ne reflètent pas la réalité de leurs valeurs.

LE RASTAFARISME PRÔNE LA PAIX, LA SOLIDARITÉ, LA JUSTICE SOCIALE

Les membres du mouvement ont tenu à rappeler que le rastafarisme prône avant tout la paix, la solidarité, la justice sociale et la conscience africaine. Ils ont appelé la population à mieux comprendre leur philosophie et à éviter les jugements hâtifs.

Cette journée a aussi été

marquée par un moment de souvenir dédié à Bob Marley, figure emblématique du reggae et du mouvement rastafari, dont l'héritage continue d'inspirer des générations à travers le monde.

À travers cette commémoration, les rastafaris de Beni ont réaffirmé leur engagement en faveur de la paix et du vivre-ensemble, invitant toutes les composantes de la société à s'unir pour bâtir un avenir harmonieux.

Le rastafarisme est un mouvement spirituel, culturel et politique né en Jamaïque dans les années 1930, ancré dans la résistance à la colonisation et la fierté africaine.

Pascal NDUYIRI

Kasaï-Central : IGF révèle des anomalies financières dans l'exécution des projets d'infrastructures publics

L'Inspection générale des finances (IGF) a mis en évidence plusieurs insuffisances dans la gestion des projets d'infrastructures financés par l'État au Kasaï-Central. Les observations figurent dans une correspondance adressée au Bureau central de coordination (Bceco) à l'issue d'une mission de contrôle menée sur l'utilisation des fonds publics affectés aux travaux dans la province, a-t-on appris hier lundi 11 mai.



Signé le 19 mars dernier par l'Inspecteur général des finances, chef de service, Christophe Bitasimwa Bahii, le document fait état de nombreux dysfonctionnements liés au financement et à l'exécution des projets. Selon l'IGF, cette mission intervient dans le cadre d'une réquisition d'information émanant du Procureur général près la Cour de cassation. Bien que la traçabilité des fonds ait pu être établie, l'institution de

contrôle affirme avoir identifié plusieurs irrégularités susceptibles d'affecter l'évolution des travaux.

Parmi les éléments relevés figure notamment le faible niveau de décaissement des fonds prévus pour les infrastructures au Kasaï-Central. D'après les chiffres contenus dans le rapport, sur plus de 283 millions de dollars américains annoncés pour les projets, environ 78 millions seulement auraient été

effectivement décaissés, soit un taux estimé à moins de 30%.

CONCENTRATION DE PLUSIEURS MARCHÉS PUBLICS ENTRE UNE MÊME ENTREPRISE

L'IGF estime que cette situation contribue directement au ralentissement, voire à l'arrêt de certains chantiers dans la province.

Le rapport attire également l'attention sur la concentration de plusieurs marchés publics

entre les mains d'une même entreprise, identifiée comme Safrimex. L'Inspection générale des finances considère que cette pratique pourrait fragiliser la bonne exécution des projets, notamment en l'absence d'une évaluation approfondie des capacités techniques et financières des entreprises attributaires.

D'autres préoccupations portent sur les procédures de passation des marchés conclus avec certaines sociétés, dont Modulor et Safrimex. L'IGF évoque des manquements aux règles encadrant les marchés publics.

NECESSITÉ D'ADAPTER LES DECAISSEMENTS DU RYTHME DES TRAVAUX

Face à ces constats, l'organe de contrôle financier recommande au Bceco une série de mesures correctives. Il s'agit notamment de renforcer la transparence dans l'attribution des marchés, de mieux évaluer les entreprises avant toute contractualisation et

d'éviter l'accumulation simultanée de plusieurs projets chez un même opérateur.

L'IGF insiste aussi sur la nécessité d'adapter les décaissements au rythme réel des travaux afin de limiter les retards et les coûts supplémentaires liés à l'exécution des projets.

L'institution demande, par ailleurs, des précisions sur les mécanismes envisagés pour garantir la poursuite et l'achèvement des infrastructures concernées au Kasaï-Central.

Cette affaire intervient dans un contexte où plusieurs voix s'interrogent sur la gestion des investissements publics dans la province, particulièrement dans le secteur des infrastructures routières et des équipements collectifs.

Jusqu'à présent, ni le Bceco ni les entreprises citées dans le rapport n'ont officiellement réagi aux observations formulées par l'Inspection générale des finances.

Félix MULUMBA Kalembe

Kasaï : l'UNPC plaide pour un journalisme responsable au service de la paix

Les professionnels des médias du Kasaï ont célébré, le samedi 9 mai 2026, à Tshikapa, la Journée mondiale de la liberté de la presse, commémorée chaque année le 3 mai. Organisée par l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC/Kasaï), cette activité a réuni journalistes, responsables des médias, membres du gouvernement provincial et plusieurs autorités locales autour des enjeux liés à la pratique du journalisme dans la province.

À cette occasion, les différents intervenants ont insisté sur la nécessité pour les médias de jouer pleinement leur rôle dans la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la démocratie.

Intervenant au nom du gouvernement provincial, le ministre de la Communication et Médias, également porte-parole du gouvernement provincial, Bazin Pembe, a rendu hommage aux journalistes qui exercent leur

profession dans des conditions parfois difficiles, tout en continuant à informer la population avec régularité.

Dans son allocution, il a rappelé que la province du Kasaï reste sensible aux tensions sociales et communautaires, estimant qu'une mauvaise gestion de l'information pourrait rapidement provoquer des divisions au sein de la population.

PRILEGIER UN TRAITEMENT PROFESSIONNEL ET RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Face à cette réalité, il a appelé les responsables des radios communautaires, médias en ligne, chaînes YouTube et autres organes de presse à privilégier un traitement professionnel et responsable de l'information.

Le ministre a également évoqué la question des conditions de travail des journalistes, soulignant que la liberté de la presse passe aussi

par une meilleure prise en charge des professionnels des médias par leurs employeurs.

Il a, par ailleurs, salué les relations actuelles entre les autorités provinciales et la presse locale, affirmant que depuis l'arrivée du gouverneur Crispin Mukendi Bukasa, aucun journaliste n'aurait été arrêté ou inquiété dans l'exercice de ses fonctions.

Pour sa part, le président provincial de l'UNPC/Kasaï, Mac Laurin Tshimanga Mbuyi, est revenu sur le thème mondial retenu cette année : «*Façonner un avenir de paix*». Adaptant ce thème au contexte local, les journalistes du Kasaï ont choisi de mettre l'accent sur «*le journaliste au service de l'information pour la paix et la cohésion sociale*».

LE JOURNALISME, UN VERITABLE SACERDOCE

Dans son intervention, il a salué la résilience des professionnels des médias qui continuent à exercer leur métier malgré les difficultés

économiques, les pressions politiques et les défis sécuritaires.

Mac Laurin Tshimanga Mbuyi a encouragé les journalistes à maintenir leur engagement en faveur d'une information crédible, équilibrée et utile à la société. Il a rappelé que le journalisme reste un véritable sacerdoce nécessitant courage, éthique et sens de responsabilité.

Le gouverneur de province, Crispin Mukendi Bukasa, a, lui aussi, dénoncé la propagation des fausses informations ainsi que les discours à caractère tribal susceptibles d'alimenter les tensions dans la province.

Le chef de l'exécutif provincial a exhorté les journalistes à toujours vérifier leurs sources, recouper les informations avant publication et accorder la parole à toutes les parties concernées afin de préserver l'équilibre dans le traitement de l'actualité.

Il a également mis en garde contre les risques de manipulation et de corruption

dans le secteur médiatique, invitant les professionnels de la presse à préserver leur indépendance.

Dans le même esprit, le gouverneur a assuré que son administration entend faciliter davantage l'accès des journalistes aux sources officielles d'information.

«*La transparence demeure notre ligne de conduite. Des points de presse seront organisés régulièrement*», a-t-il annoncé devant les participants.

Cette célébration a permis de rappeler l'importance du rôle des médias dans la stabilité sociale et le développement de la province. Entre appels à la responsabilité professionnelle, lutte contre la désinformation et engagement des autorités à promouvoir un climat favorable à la presse, les participants ont insisté sur la nécessité d'un partenariat constructif entre médias et institutions publiques au service de l'intérêt général.

Félix MULUMBA Kalembe